



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour «Programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, phase 1»

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier (règlement (UE, Euratom) n° 966/2012), applicable au Fonds européen de développement (FED) en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions: section 5.4.1.1 «Subventions – appel à propositions (gestion directe)».

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, phase 1 Numéro CRIS: BI/FED/037-602 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burundi L'action sera menée à l'endroit suivant: territoire national, siège à Bujumbura
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN), enveloppe A du 11 ^e FED
4. Secteur de concentration / domaine thématique	Développement agricole, sécurité alimentaire, nutrition
5. Montants concernés	Coût total estimé: 15 555 556 EUR Montant total de la contribution du FED: 15 000 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 555 556 EUR
6. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre	Modalité de projet a) Gestion indirecte avec - le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas b) Gestion directe avec - la Croix-Rouge burundaise
7. Codes CAD	31120; 12240

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»			
	S.O.			

RESUME

Le contexte politique et sécuritaire en République du Burundi contraint l'Union européenne à réviser la logique d'intervention prévue pour le développement rural. En particulier, les modalités d'appui prévues pour renforcer le secteur public se recentrent sur la promotion du secteur privé et communautaire. Cette action constitue une première étape de l'appui du 11^e FED au secteur de concentration développement rural et vise à **renforcer les conditions de vie des ménages (y compris la future génération):**

- en améliorant le potentiel économique des producteurs par la facilitation de l'accès aux engrais et amendements,
- en diminuant la malnutrition chronique par une intensification de sa prévention,
- en préparant les conditions adéquates au renforcement futur des acteurs agricoles et de leurs activités.

Ces objectifs spécifiques sous-entendent:

(i) de renforcer le secteur agricole en améliorant l'accès aux intrants à travers le mécanisme actuel de financement destiné, dans un second temps, à s'élargir progressivement à d'autres facteurs de production (semences, outillage, formation, équipements, ...) en veillant à l'implication des organisations rurales communautaires ou associatives (R1: le Fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement, permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés à l'ensemble des agriculteurs).

(ii) de renforcer les compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique qui touche plus d'un enfant sur deux (R2: les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants).

(iii) de financer différentes études prospectives en prévision de la deuxième phase du FED (R3: des études relatives au secteur «développement rural pour la nutrition» complètent la connaissance de celui-ci, et particulièrement l'élargissement du Fonds commun et le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage du secteur privé rural).

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant proche de 288 USD (2013), le Burundi peine à retrouver ses niveaux d'avant la crise de 1993, et le pays reste en bas de l'échelle des indices de développement humain (178/186 pays en 2012 et 184/188 en 2015 soit une dégradation continue). La malnutrition chronique (retard de croissance) touche 58% des enfants de moins de cinq ans, dont 27% sont en état de malnutrition chronique sévère (UNICEF 2013). En outre, le taux de croissance global du secteur agricole (~2,6%) est inférieur à celui de la croissance démographique (2,9%).

Le secteur agricole contribue pour plus de 35% au PIB, mais repose essentiellement sur une agriculture de subsistance, caractérisée par une très forte population agricole engendrant un morcellement des exploitations (0,52 ha en moyenne par exploitant; taille moyenne du ménage agricole: 5,1 personnes). La productivité du travail est faible, à laquelle s'ajoute des sols acides, peu fertiles, les parcelles se situant souvent sur des sols pentus sujets à une forte érosion. En plus, la variabilité dans le temps (interannuelle et intra-annuelle) et dans l'espace des pluies, pénalise grandement l'agriculture familiale, pour laquelle les résultats de la recherche sont peu accessibles, voire peu adaptés. Ces différents facteurs ne permettent pas aux producteurs de dégager suffisamment de ressources pour investir dans des moyens de production (intrants, semences, plants) et n'offrent pas un contexte favorable à l'amélioration du statut de la femme, très précaire, sans pouvoir de décision, mais représentant la première main d'œuvre dans le secteur. L'insécurité alimentaire résultante est aggravée par le retour des rapatriés dans leur zone d'origine et par des conflits fonciers généralisés sur l'ensemble du pays. La gestion de ces défis par le cultivateur est encore fragilisée en raison d'un accès difficile aux outils de productions, qu'ils soient de type physique (intrants, équipements, outils, énergie, ...) ou qu'il s'agisse d'informations (prix des produits, conseils agricoles, ...). L'information est par ailleurs défaillante en ce qui concerne les conseils visant la réduction de la malnutrition chronique, l'hygiène et l'équité de genre.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Les priorités pour la période actuelle (2012-2015) sont définies dans le cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté II (CSLP II), adopté en février 2012, lui-même dérivé de la stratégie à long terme «*Vision 2025*». Les deux premiers défis du CSLP II sont: (i) la maîtrise de la démographie; (ii) l'intensification des systèmes de production agricole.

Ainsi, un plan national d'investissements agricoles (PNIA) 2012-2017 a été adopté en juin 2011 pour servir de cadre stratégique de priorisation et de planification des investissements du

secteur agricole. Celui-ci opérationnalise la stratégie agricole nationale 2008-2015 (qui s'appuie sur le CSLP II) et le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Cependant, la part nationale de financement octroyé au secteur agricole reste en deçà des 10% recommandés à Maputo (puis Malabo) (généralement autour de 5%), même si la part de financement sur ressources nationales augmente. Le PNIA vise à transformer l'agriculture majoritairement de subsistance vers une agriculture familiale plus productive et commerciale, plus résistante aux facteurs climatiques dans le respect de la préservation de l'environnement, permettant de créer en même temps plus d'emplois dans l'agro-industrie, le commerce et d'autres secteurs de l'économie rurale. L'action proposée renforcera les programmes PNIA 1: «Accroissement de la production et de la sécurité alimentaire» (dans ses sous-programmes «Intensification des productions agricoles» et «sécurité alimentaire et nutrition») et 2: «Professionnalisation des producteurs».

Le PNIA a cependant peu développé la dimension nutrition comme critère pour la priorisation d'actions à financer. Cette dimension est en cours d'intégration suite à la révision de la stratégie agricole nationale et du PNIA au premier semestre 2015. Le Burundi a adhéré en 2013 au mouvement SUN - *Scaling Up Nutrition* et à l'initiative REACH - *Renewed Efforts Against Child Hunger* des Nations Unies. Les activités liées au mouvement SUN ont été développées au niveau central auprès des ministères (mise en place de la plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et de nutrition, rédaction du plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition). L'action présente complétera les efforts déployés pour la mise en place du cadre d'intervention pour prévenir la malnutrition au niveau des ménages.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

La lente dégradation continue des conditions de vie due en grande partie aux conditions politico-sécuritaire amènent l'UE à concentrer ses appuis sur des acteurs non étatiques : producteurs agricoles, organisations paysannes, secteur privé du monde rural.

1) Les partenaires techniques et financiers du Fonds commun fertilisants et amendements (aussi dénommé Fonds commun intrants) existant vont accroître leur capacité d'achat d'intrants et donc mieux satisfaire la demande des agriculteurs, tout en initiant une réflexion stratégique sur l'outil et la prise en compte d'autres facteurs de développement de la production.

2) Les exploitants agricoles vont augmenter leurs productions à travers un meilleur accès aux engrais et amendements (correction de l'acidité des sols), puis à d'autres intrants (semences, etc.), ainsi qu'à une meilleure circulation de l'information agricole.

3) Les populations rurales des zones d'intervention verront leurs conditions de vie améliorées soit directement soit indirectement par les activités de l'action: utilisation des informations diffusées, accès aux produits et intrants, création de métiers connexes, ... Pour prévenir la malnutrition chronique, les ménages bénéficieront d'apprentissages de type information-éducation-communication et d'appuis techniques liés aux pratiques familiales essentielles, leur permettant de changer de comportement pour une amélioration durable du statut nutritionnel des enfants.

4) Les organisations paysannes: des actions préparatoires à une seconde phase de l'appui (post 2017) seront menées afin de passer progressivement d'une approche projet vers une approche d'appui au secteur agricole dans son ensemble et cibleront les associations de producteurs et les organisations professionnelles agricoles (programme 2 «Professionnalisation des producteurs» du PNIA). Ces actions déboucheront, lors de la seconde étape, sur le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage (porteurs de projet et bénéficiaires finaux), le développement de compétences d'appui à la maîtrise d'ouvrage (organisations faîtières, centre de prestations de services, Maison des acteurs non étatiques (MANE), Maison de l'agriculteur, ...), et la formalisation de structures maîtres d'œuvre (conception de projets complexes, contrôle des travaux en appui au maître d'ouvrage).

L'objectif recherché est de professionnaliser le milieu en renforçant ses capacités, en organisant des structures locales pour tirer des avantages des flux commerciaux (achat de fournitures, vente de produits), créer de la valeur ajoutée (transformation, conservation), limiter les risques (diversification des activités), avoir accès à des opportunités, en privatisant le milieu sans empiéter sur le rôle régalien des services techniques déconcentrés de l'Etat.

Il est important de relever que des échanges d'expériences voire des acquis seront mis à disposition au fur et à mesure de la mise en œuvre des projets issus de l'appel à proposition «Organisations de la société civile et autorités locales: soutenir la société civile au Burundi» qui démarrera début 2016¹. En effet, plusieurs de ces organisations sélectionnées sont des organisations de producteurs ainsi que des associations d'appui aux organisations rurales.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Problème 1: l'agriculture est peu productive sur des sols appauvris. Pour répondre aux contraintes de coûts des engrais et amendements minéraux, un mécanisme conjoint avait été développé sous forme d'un budget d'affectation spéciale dans lequel les partenaires financiers mettaient des fonds pour subventionner l'achat et la distribution d'engrais et d'amendements dès que l'Etat versait sa quote-part.

Récemment installé (3 ans), ce système permet de rendre disponible des intrants de bonne qualité à temps (contrairement à ce qui existait auparavant). Néanmoins la capacité du Fonds reste bien en deçà des besoins (couverture du tiers des besoins environ). Il est utile pour le moment de conserver cette subvention pour contribuer au passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale plus productive dans le respect de l'environnement (augmentation de la biomasse produite, meilleure couverture du sol, amendements, épandage de précision, ...).

L'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme national de subvention des engrais et de son projet d'appui 2013-2014 (volet technico-économique de l'évaluation) réalisée par MOORE STEPHEN en mai 2015, conclut sur la pertinence du programme et son efficience. L'évaluation l'estime même «très performant». Il a permis de toucher 42% des ménages ruraux du pays (enregistrement volontaire dans la base de données), qui ont pu bénéficier d'une subvention de 40 % sur le prix des engrais. Les frais administratifs de gestion du programme sont raisonnables (14%) et intègrent le renforcement des capacités du dispositif de gestion.

Les conditions actuelles liées à la situation politique et sécuritaire ne permettent plus le versement des contributions sur un compte du Trésor. Il est donc prévu que le mécanisme perdure en substituant au compte d'affectation spéciale, un compte extra-budgétaire auprès de la Banque de la République du Burundi ou d'une banque commerciale (les règles de contrôle de gestion par un partenaire financier – les Pays-Bas – restant identiques). Cette modalité serait transitoire en attendant un retour à une situation politique acceptable permettant la réutilisation du budget d'affectation spéciale.

Problème 2: le taux de malnutrition chronique de 58% anéantit les efforts de développement des partenaires et obèrera de fait les capacités de développement de la génération suivante, laissant la porte ouverte à de possibles dérives sectaires. Le caractère multisectoriel de la prévention de la malnutrition milite pour une intervention holistique. A ce jour, les efforts se sont focalisés sur des réponses sectorielles (sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, ...) en négligeant les actions de prévention. Aussi un effort important sera mené auprès des ménages pour un changement de comportement (diversité alimentaire, allaitement maternel exclusif, soins de santé, de planning familial, mesures d'hygiène, ...) en appuyant certaines actions clés

¹ Il s'agit de l'appel à Propositions n°136-546 du programme thématique "Organisations de la société civile" lancé début 2015 pour lequel 4 contrats pour un montant total de 3 millions d'EUR ont été signés avant le 31/12/2015 [mettre à jour, cette date est passée]- OK-.

avec des intrants, particulièrement les aspects «eau-hygiène-assainissement». La démarche d'assainissement total piloté par les communautés (ATPC) sera développée.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
Baisse du volume des contributions au Fonds	E	Révision des objectifs à la baisse, diminution de la part subventionnée
Les Pays-Bas diffèrent la contractualisation ou suspendent leur participation au Fonds commun	M	L'UE met en œuvre directement une activité similaire d'appui à la production
L'Etat n'assure pas ses rôles régaliens dans le contrôle de la qualité des intrants importés et le suivi des flux commerciaux, fraude à la revente	M	Le mécanisme de mise en œuvre est organisé: prestataire privé de contrôle qualité et organisations paysannes qui réalisent des contrôles citoyens auprès des commerçants
Les messages information-éducation-communication sur la prévention de la malnutrition ne sont pas uniformes	B	Les formations de formateurs sont renforcées et la coordination en particulier avec UNICEF est accrue
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> «Stabilité» politique «relative». 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Le système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) (7^e et 8^e FED) s'est orienté sur l'amélioration de la compétitivité des filières thé, café et huile de palme, mais a peu amélioré le statut du producteur-entrepreneur. Le programme post-conflit de développement rural (PPCDR, 9^e et 10^e FED) s'est donc davantage tourné vers les producteurs en tenant compte de l'amélioration des infrastructures sociales. Le projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD1 et le programme pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle se sont bâtis sur les acquis du PPCDR en poursuivant l'appui aux producteurs (financement du Fonds intrants à hauteur de 1 000 000 EUR à travers le projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD1) des zones à fort potentiel, en renforçant le système de statistiques agricoles, en soutenant la sécurité alimentaire et en introduisant des activités à visée nutritionnelle. Ce cadrage vers le producteur privé n'a cependant pas été accompagné d'un recentrage des activités d'appui et d'information, ce qui laisse l'impression d'un éparpillement de l'accompagnement malgré un ciblage plus précis sur les communautés.

Compte tenu de ces expériences, de la continuité dans l'appui aux acteurs du monde rural, de la mise en œuvre progressive de la programmation conjointe avec les Etats membres de l'UE, de la multitude de partenaires techniques et financiers sur le terrain entraînant une difficulté de suivi des actions et compte tenu de l'existence de documents de planification sectorielle, la

préparation de la transition vers une approche sectorielle, se justifie pleinement. Elle permettra un renforcement de capacité des acteurs privés du secteur agricole et par conséquent un recentrage des activités des services publics sur ses activités régaliennes.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

L'UE et tous les Etats membres présents au Burundi (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas) se sont accordés à l'occasion du démarrage de la programmation du 11^e FED sur leur volonté d'avancer dans un processus de programmation conjointe (document finalisé en juillet 2014), y compris l'approche programme (prévue dans le PNIA) et la mise en place de fonds communs.

Le dialogue sectoriel était formalisé dans le groupe sectoriel agriculture et développement rural (GSADR) jusqu'en juin 2015, date à laquelle les réunions ont été suspendues suite au contexte politique. Il est prévu que les réunions techniques en groupes thématiques reprennent en fonction des besoins de coordination et d'harmonisation qui restent nécessaires.

La Belgique se recentre sur les composantes opérationnelles des interventions agricoles et met en place des fonds «agriculture» (investissement filières, recherche agronomique), dont l'évaluation est prévue.

Le programme national de subvention des engrais (qui contribue au Fonds commun fertilisants et amendements) financé par les Pays-Bas depuis 2013 sera renforcé afin d'augmenter l'accès des producteurs aux intrants. Un programme d'appui au développement des filières / semences ISSD – *Integrated Seed Sector Development* – est également en cours et pourra être valorisé pour la communication des résultats de recherche agricole en messages-clé pour les producteurs.

L'Allemagne finance des projets de développement local et d'adaptation à l'imprédictibilité climatique. L'UE finance la GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*) depuis fin 2014 pour le cadastrage des terres domaniales.

La France apporte un appui à la micro finance dans le monde rural.

Un programme intégré Nations Unies (projet SUN à Ngozi) financé par la coopération suisse et mis en œuvre par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a démarré fin 2013.

3.3 Questions transversales

Le projet d'appui au programme national de subvention des engrais (dont fait partie l'actuel Fonds commun fertilisants et amendements), géré par les Pays-Bas, dispense des conseils relatifs aux pratiques de conservation des sols dans un environnement préservé. La diffusion des intrants, des informations météorologiques et des conseils techniques contribueront à l'adaptation et à la résilience des agriculteurs face aux effets de la variabilité et faible prédictibilité des conditions de croissance. Les engrais minéraux permettront de compenser en partie la pauvreté chimique des sols, en addition aux fumures organiques traditionnellement apportées par les agriculteurs. Une production de biomasse accrue sera favorable à l'augmentation de la matière organique disponible. Une meilleure vigueur des plantes leur permettra de mieux résister aux stress climatiques. Au regard des doses et des techniques de précisions actuellement appliquées par les agriculteurs dans l'utilisation des engrais chimiques, il y a peu de risques pour l'environnement.

Des messages ciblant plus particulièrement les mères de familles en ce qui concerne les causes de la malnutrition, tenant compte des besoins spécifiques par genre et par âge, amélioreront la situation des femmes. Les statistiques sur la nutrition sont déjà désagrégées par genre et cette pratique sera étendue aux informations sur le développement rural. La communication, l'implication de la société civile et le partage des informations amélioreront la gouvernance.

4 DESCRIPTION DE L’ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif général: contribuer à une réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition au travers des interventions stratégiques de développement rural (avec un effet de levier maximal sur la nutrition).

Objectifs spécifiques: renforcer les conditions de vie des ménages (y compris la future génération):

- en améliorant le potentiel économique des producteurs par la facilitation de l'accès aux engrais et amendements,
- en diminuant la malnutrition chronique par une intensification de sa prévention,
- en préparant les conditions adéquates au renforcement futur des acteurs agricoles et de leurs activités.

L'appui du 11^e FED au secteur agricole est prévu en deux phases d'intervention. Ainsi, un premier appui, qui fait l'objet de l'action proposée, permettra de financer (i) des actions améliorant les capacités de production des agriculteurs, (ii) la sensibilisation à la nutrition et (iii) des études posant les bases d'un financement du secteur agricole et d'une responsabilisation des acteurs privés locaux (producteurs, organisations paysannes, ...). L'action présente se décline en trois volets complémentaires:

(i) le renforcement du secteur agricole facilitera l'accès aux intrants (engrais et amendements) à travers le développement du mécanisme actuel de financement. Un résultat est attendu:

- R1: le fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement, permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés pour l'ensemble des agriculteurs.

(ii) le renforcement des compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique qui touche plus d'un enfant sur deux. Le résultat attendu est:

- R2: les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique pour le statut nutritionnel de leurs enfants.

(iii) un budget financera différentes études, dont une pour la préparation du futur appui au secteur du développement rural en tenant compte des évolutions de la situation. D'autres études ad hoc (réflexion sur le mécanisme adéquat de financement des intrants, données de référence, indicateurs cibles, études portant sur les systèmes de diffusion, analyses liées aux organisations professionnelles, ...) compléteront la définition du dispositif à développer.

- R3: des études prospectives relatives au secteur «développement rural pour la nutrition» complètent la connaissance sur ce sujet.

4.2 Principales activités

Volet renforcement du secteur agricole productif:

- *Le produit issu du résultat 1 : disponibilité accrue d'intrants subventionnée.*

Il s'agit d'augmenter financièrement le volume de l'enveloppe destinée à subventionner les engrais et les amendements, ce qui permettra aux producteurs d'augmenter productivité et production dans un cadre de gestion durable de la fertilité. Ce modèle de financement d'un facteur de production servira de base de réflexion pour subventionner éventuellement d'autres moyens de croissance économique agricole (semences et autres paquets productifs) dans la seconde phase.

Volet renforcement des compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique:

- *Le produit issu du résultat 2: capacités renforcées des ménages leur permettant d'adopter un comportement bénéfique pour le statut nutritionnel de leurs enfants*

L'engagement de l'Union européenne au niveau mondial et son rôle de «donor convenor» dans le cadre du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) au niveau local, justifient une réponse à la situation de malnutrition chronique que connaît le Burundi. La présence des volontaires de la Croix-Rouge burundaise suivant une répartition égale sur l'ensemble du territoire national (50 volontaires par colline en moyenne) et l'existence d'autres relais (notamment à travers les communautés ecclésiastiques de base) permettent d'envisager le développement d'activités de type information-éducation-communication (IEC) débouchant sur un changement de comportement des ménages. Les outils développés par la Croix-Rouge (qui possède déjà l'expertise thématique) et les partenaires, adoptés au niveau national, seront utilisés (pratiques familiales essentielles (PFE)), les kits nécessaires à la vulgarisation des pratiques seront mis à disposition. Les canaux de diffusion développés par la Croix-Rouge (cinéma ambulant, SMS-frontline, U-report) seront renforcés. Un accent particulier sera également mis sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) pour mettre en œuvre l'assainissement total piloté par les communautés (ATPC) avec mise en place de latrines ECOSAN (récupération de fèces pour l'agriculture), techniques déjà utilisées par la Croix-Rouge au Burundi (Makamba).

Volet études prospectives pour le développement du secteur agricole

- *Le produit issu du résultat 3: élargissement de l'outil de financement aux différents moyens de production et renforcement du rôle du secteur privé dans la maîtrise d'ouvrage*

Une assistance technique perlée formulera la seconde phase de l'appui du 11^e FED dans le cadre d'une approche du secteur de l'agriculture. Cette formulation tiendra compte de deux scénarii: (i) un retour progressif des relations intergouvernementales burundo-européennes à la normale, et (ii) une situation qui ne permet pas un appui à une politique sectorielle menée par le gouvernement.

Cette assistance technique sera mobilisée dès le début de cette phase du projet pour mener un état des lieux (établissement du niveau des indicateurs et des cibles), des études ad hoc liées à l'atteinte des résultats: réflexion sur le mécanisme adéquat de financement des intrants (engrais, semences, équipements, formations, ...), procédures et règles de cofinancement, transferts sociaux, situation de référence des capacités de maîtrise d'ouvrage des acteurs ruraux, niveau des capacités et besoins d'appui des organisations de base, étude stratégique sur la diffusion d'informations, évaluation de l'atteinte des cibles (liste donnée à titre indicatif).

4.3 Logique d'intervention

La majeure partie de la présente action a pour objectif de renforcer l'économie rurale par la consolidation et le développement d'un outil de subvention des engrais et amendements dans un futur cadre de renforcement de maîtrise d'ouvrage privée, et de meilleure circulation de l'information.

Les activités déboucheront sur l'augmentation des ressources monétaires des producteurs. En renforçant ce pouvoir d'investissement par une meilleure implication, responsabilisation dans les processus et le partage des connaissances et opportunités de marchés, le producteur (ou le groupement) améliorera son pouvoir de décision et sera plus à même de formuler des projets locaux agricoles dans une approche de développement du secteur.

Les études sur l'outil de financement et son élargissement aux différents moyens de production, permettront de proposer un mécanisme de financement du secteur productif dans un cadre de responsabilisation des organisations de producteurs.

Le développement de la communication débouchera sur le renforcement des réseaux pour la diffusion des bonnes pratiques de prévention de la malnutrition, ce qui facilitera à terme le processus de développement et d'appropriation des compétences.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **36 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1. Subventions: octroi direct (gestion directe)

(a) *Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés*

Pour l'appui à la communication sur la nutrition, l'action sera mise en œuvre à travers l'organisation de la Croix-Rouge burundaise.

Le choix de la Croix-Rouge burundaise, présente sur l'ensemble du territoire national, apparaît comme une excellente opportunité pour la mise en place d'un réseau de diffusion d'informations. Les informations à partager sont relatives à la prévention de la malnutrition (un de ses domaines de compétence). Pour ce faire, la Croix-Rouge burundaise travaillera en étroite collaboration avec les organisations de la Croix-Rouge présentes au Burundi (Belgique, Espagne) en développant et renforçant son expertise et son réseau (en valorisant également les compétences locales: agent de santé communautaire, «mamans lumières», communauté ecclésiastique de base, ...). Deux types d'activités complémentaires seront financées: (i) de la formation pour un changement durable de comportement, (ii) des intrants (semences, micronutriments, liste non exhaustive) et investissements physiques, en particulier liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (facteur incontournable pour lutter contre la malnutrition).

(b) *Justification d'une subvention directe*

Sous la responsabilité de l'ordonnateur délégué, la subvention peut être accordée sans appel à propositions à la Croix-Rouge burundaise.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'adjudication sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans une situation de crise à danger immédiat ou imminent risquant de dégénérer en un conflit armé ou menaçant de déstabiliser le pays (Art. 190, par.2 des règles d'application-RAP).

(c) *Conditions d'éligibilité*

S.O.

(d) *Critères de sélection et d'attribution essentiels*

Les critères de sélection essentiels concernent la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs du projet; conception, efficacité, faisabilité, viabilité et rapport coût/efficacité de l'action.

(e) *Taux maximal de cofinancement*

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 90%.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100%. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) *Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention*

Second trimestre de l'année 2016.

(g) *Exception au principe de non-rétroactivité des coûts*

S.O.

5.4.2. Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de marchés	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Préparation phase 2 et études sur le secteur	Services	1	T2 2016

5.4.3 Gestion indirecte avec un ministère d'un État membre

Pour l'appui au renforcement du secteur productif (résultat 1- «le Fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés»), l'action sera mise en œuvre à travers le **ministère des affaires étrangères des Pays-Bas** en gestion indirecte conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre consiste principalement à renforcer le fonds commun. En particulier, le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas aura la responsabilité de gérer le Fonds commun intrants. Il vérifiera que les différentes conditions préalables de versement au Fonds sont remplies. Il vérifiera également que les conditions de marchés d'achat et de fourniture des intrants (par procédures d'appels d'offres) respectent les conditions décrites dans le manuel de procédure. Enfin, il effectuera annuellement un audit financier du fonds commun intrants.

Ce mode de mise en œuvre se justifie car le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas était signataire avec l'Etat du Burundi d'une convention relative au financement du Fonds commun fertilisants et amendements. Les fonds (débloqués sous la responsabilité des Pays-Bas qui vérifient le respect des critères de versement) étaient alors mis en œuvre via un budget d'affectation spéciale sur le Trésor national sur lequel les Pays-Bas ont un contrôle budgétaire. Ce mécanisme était en place depuis trois ans et les audits n'ont pas fait apparaître de dysfonctionnements graves. Etant donné les conditions actuelles, un compte à la Banque

de la République du Burundi, ou à défaut un compte commercial, sera ouvert pour se substituer, au moins temporairement, au budget d'affectation spéciale. Les fonds prévus au titre du présent projet viendront s'ajouter aux fonds des Pays-Bas, et d'autres donateurs (appui possible de l'agence de coopération allemande, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – GIZ) dans le cadre du programme pluriannuel de subvention des intrants.

L'entité en charge de l'exécution sera responsable de l'ensemble des tâches d'exécution du budget lié à cette activité, de l'exécution des composantes y afférentes et des marchés correspondants, de la facilitation de la coordination entre parties intervenantes ainsi que du rapportage régulier technique et financier de ces activités. En particulier, elle libérera la tranche d'appui lorsqu'elle aura effectué les vérifications préalables des conditions prévues par le manuel de procédure (rapportage, audit, ...). Elle vérifiera la bonne utilisation des fonds après chaque campagne agricole et pourra lancer un audit indépendant, le cas échéant. Des dispositions en ce sens seront incluses dans la convention de délégation. Egalement, l'UE prévoit des versements par tranche annuelle lui permettant ainsi de faire valoir sa vision stratégique dans l'utilisation annuelle de ses fonds (établissement d'un programme annuel prévisionnel conjoint).

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités décrites au point 5.4.4.

Une mission ASIST combinée avec un appui du siège de la Commission européenne pourrait être lancée au premier semestre 2016.

L'entité en charge fait actuellement l'objet d'une évaluation ex ante conformément à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. L'ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l'évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n° 1605/2002 et d'une coopération de qualité établie de longue date avec elle, l'entité peut être investie de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte.

5.4.4. Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

En cas d'échec des négociations avec la ou les entités mentionnées au point 5.4.3 en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées seront mises en œuvre en gestion directe selon les procédures en vigueur au moment du lancement des appels d'offres et/ou à propositions. Compte tenu du faible nombre d'opérateurs fiables et opérationnels sur le secteur au Burundi et de la situation de crise qui prévaut, une subvention par attribution directe à une ONG active dans le secteur au Burundi serait alors négociée.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Activités	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de tiers (EUR)	TOTAL
<u>Volet renforcement des compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique</u> (<i>Résultat 2 - Les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants</i>)	5 000 000	-	5 555 556
5.4.1. Subvention à la Croix-Rouge burundaise	5 000 000	555 556	5 555 556
<u>Volet études prospectives pour le développement du secteur agricole</u> (<i>Résultat 3 - Des études relatives au secteur «développement rural pour la nutrition» complètent sa connaissance</i>)	1 500 000	-	1 500 000
5.4.2. Passation de marchés	1 500 000	-	1 500 000
<u>Volet renforcement du secteur agricole productif</u> (<i>Résultat 1- Le Fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés à l'ensemble des agriculteurs</i>)	8 050 000	-	8 050 000
5.4.3. Gestion indirecte avec le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas	8 050 000	-	8 050 000
Sous total	14 550 000	555 556	15 105 556
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	150 000	-	150 000
5.11 – Communication et visibilité	50 000	-	50 000
Provisions pour imprévus	250 000	-	250 000
Totaux	15 000 000	555 556	15 555 556

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi du programme sera assuré à différents niveaux et par différentes instances notamment par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, la Croix-Rouge burundaise, qui veilleront à informer les services d'appui à l'ordonnateur national (CELON). L'enquête de référence déterminera les indicateurs de suivi. Les structures opérationnelles de suivi impliquées seront particulièrement :

- **Pour le «Volet renforcement du secteur agricole productif»:**

Résultat 1 - Le Fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés à l'ensemble des agriculteurs:

Le ministère des affaires étrangères des Pays Bas, chef de file pour le suivi de ce Fonds commun, continuera à intervenir dans le suivi de la programmation, à veiller à la participation financière des producteurs au fonds commun, à donner la non objection des attributions de marchés dans le respect du manuel de procédures, à lancer des audits externes.

Le comité national pour les fertilisants et amendements est un comité mixte: gouvernement, partenaires techniques et financiers, société civile, importateurs, détaillants, banques (15 membres). Ce comité de pilotage continuera à adopter les plans annuels, à valider/amender le budget prévisionnel, à suivre son exécution (suivis semestriel et annuel). Le consensus est son mode opératoire.

- Pour le «Volet renforcement des compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique»

Résultat 2 - Les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants: pour la prévention de la malnutrition, les outils nationaux développés par l'UNICEF et mis à jour par les partenaires utilisateurs sont utilisés. A cet effet, les réseaux diocésains sont également mis à profit à travers la Croix-Rouge. Les canaux de diffusion déjà utilisés sont renforcés (cinéma ambulant, SMS, U-report), d'autres testés : type radios (radios rurales ou clubs d'écoute Dimitra).

- Pour le «Volet études prospectives pour le développement du secteur agricole»

Résultat 3 - Des études relatives au secteur «développement rural pour la nutrition» complètent sa connaissance: un marché d'assistance technique est défini par la délégation et passé dans le cadre de l'identification des données de référence (y compris indicateurs et cibles), la formulation de la prochaine phase de l'appui 11^e FED et de l'évolution de l'environnement et des outils de mise en œuvre du financement.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre (Pays-Bas et Croix-Rouge). À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par semestre) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que la présente action représente une première étape d'appui au secteur agricole qui doit être suivie d'un programme devant permettre de progresser vers une approche sectorielle qui aura été définie pendant la mise en œuvre de l'action.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le cas échéant, un monitoring financé par la Commission pourrait être exécuté si le besoin s'en fait sentir sur l'une et/ou l'autre composante.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en approche de fin de programme.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Les audits seront mis en œuvre par les agences d'exécution selon leurs procédures. Le cas échéant, un audit spécifique pourra être lancé par la Commission selon son analyse des risques dans le cadre de ses plans d'audit annuels.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en fin de programme.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus. Le budget alloué à la communication sera réparti entre les différents intervenants de l'action.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE.

Les marchés de communication seront intégrés aux différents contrats prévus. A priori deux actions de communication sont prévues: (i) à travers le contrat du ministère des affaires étrangères des Pays Bas, et (ii) à travers la Croix-Rouge du Burundi.

6 CONDITIONS PREALABLES

Une forte dégradation de la situation sécuritaire remettrait l'appui en question. Un effondrement économique accéléré pourrait également remettre en cause partiellement le développement du Fonds commun (baisse de la contribution des producteurs). Des sanctions économiques régionales pourraient perturber l'importation d'engrais.

Appendice - Cadre logique indicatif

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et les valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et pourront être mis à jour ou modifiés au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Une étude, permettant de définir niveaux de référence des indicateurs retenus et les cibles à atteindre durant l'exécution du projet, sera réalisée au démarrage du projet. Les indicateurs seront ventilés par genre, lorsque cela est pertinent. A ce stade, certains indicateurs nationaux ont été utilisés. L'étude de référence pourrait définir des indicateurs locaux le cas échéant.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	OG Contribuer à une réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition dans les régions d'intervention	<i>OG I Taux de prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans</i>	58% (2010)	48% en 2017, cible officielle (peu réaliste)	<i>Enquêtes nutrition (EDS - Enquête Démographie, Santé)</i>	Cible officielle Poursuite des politiques et stratégies Relative stabilité politique

Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS1: Potentiel économique des producteurs amélioré dans les régions d'intervention (en facilitant l'accès aux engrais et amendements)	<i>OS1 /1- Valeur moyenne en franc Burundi de la production vivrière par province, par ménage et par genre</i>	OS1 /1 Homme: 1 million BIF (2015) Femme:0,83million BIF (2015)	OS1 /1 +3% en 2018	<i>OS1 /1 Résultats des enquêtes ENAB Enquête nationale agricole du Burundi</i>	Stabilité de l'échantillon de mesure
	OS2: Diminution de la malnutrition chronique dans les régions d'intervention OS3: préparation des conditions adéquates au renforcement futur des acteurs agricoles et de leurs activités	<i>OS2 /1- Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages concernés</i> <i>OS3- le document d'action de la phase 2 de l'appui en développement rural est accepté par le siège de la Commission européenne pour financement</i>	OS2 /1 Enquête SCA à faire en 2016 et en 2018 OS3 /1 Base : document d'action DA 1, en cours	OS2 /1 SCA classé acceptable en 2018 OS3 /1 DA 2 approuvé pour financement FED	<i>OS1 /2 résultats des enquêtes ad'hoc de référence et de suivi</i> <i>Etudes préparatoires réalisées</i> <i>Echanges avec les services du siège de la Commission européenne</i>	Pas de choc important externe affectant les ressources

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produits	OS1 Produit 1: Disponibilité accrue d'engrais subventionnés	<i>P1 /1- Tonnes d'engrais subventionné par an (tous bailleurs confondus)</i> <i>P1 /2- % de ménages utilisant l'engrais chimique</i>	P1 /1 -18 000 (2014) P1 /2- 20% (2012)	P1 /1 - 25 000 (2018) P1 /2 -30% (2018)	<i>Résultats des enquêtes ENAB: Enquête nationale agricole du Burundi</i>	Contributions financières des différents partenaires du fonds commun (y compris Etat)
	OS 2 Produit 2: Capacités renforcées des ménages leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants	<i>P2 I1- taux d'allaitement exclusif (0-6 mois)</i> <i>P2 I2- taux d'adoption de trois pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ANJE (6-23 mois)</i> <i>P2 I3- taux de défécation à l'air libre</i> <i>Ou taux d'accès en assainissement de base (zone rurale)</i>	P2 /1: 69% (2010) P2 /2: 8,8% (2012) P2 /3: 3% (2012) Ou 14% (2013)	Les valeurs de base des zones d'intervention et cibles à atteindre seront définies lors de l'enquête de référence	<i>Enquêtes de suivi ad hoc EDS SUN évaluation de l'analyse globale de l'assainissement et de l'eau potable</i>	Absence de crise majeure de déplacement des populations
	OS 3 Produit 3.1: adoption d'un mécanisme de financement des intrants et moyens de production (suite aux études) OS 3 Produit 3.2: validation du rôle de maître d'ouvrage du secteur privé dans le mécanisme de financement (validation des études ad hoc)	<i>P3 /1 - Nombre d'objets de financement couverts par le mécanisme de financement</i> <i>OS3 /2 – nombre d'OP faîtières impliquées /nombre d'OP faîtières présentes</i>	<i>P3 /1 -2 objets couverts (engrais minéral et amendement, 2015)</i> <i>OS3 /2 -0 (2014)</i>	<i>P3 /1 -2 objets supplémentaires couverts (2018)</i> <i>OS3 /2 -A définir (66% ?) 2018</i>	<i>Ateliers de validation Manuels de procédures</i> <i>Cartographie du rôle des OP</i>	Coopération qui perdure avec le Burundi